

bulletin hebdo



La concertation à nouveau bloquée

Managua, 13 octobre (ANN). Après la présentation par le gouvernement des "points de consensus" obtenus après le travail des délégués en commission, le Front national des travailleurs (FNT) a décidé, le jeudi 11, de se retirer de la concertation. En effet, il n'y avait pas eu consensus, loin de là, sur le plan de réduction du déficit de l'Etat.

LA ROULETTE RUSSE COMME METHODE

Le plan en question prévoit le licenciement de 15 000 travailleurs de l'Etat, sur la base du volontariat. Celui qui accepte de partir recevra 4 mois de salaire et un crédit de 8 mois de salaire pour monter une "petite entreprise", ce qui représente en moyenne un capital de 1 200 dollars. S'il n'y a pas assez de volontaires, on procédera à un tirage au sort, une "roulette russe". En échange de ces mesures, qui ne sont pas de licenciement mais de "reconversion", la Banque interaméricaine de développement accordera au Nicaragua un crédit de 10 millions de dollars.

RETRAIT DU FNT

Ce plan ayant été présenté jeudi comme accepté par tous alors qu'il n'en était rien, le FNT s'est retiré de la concertation et exige maintenant que le gouvernement rende public le résultat du travail en commissions et les points

sur lesquels il y a effectivement eu accord ou désaccord.

Il n'est de toute façon pas question pour lui d'accepter les mesures de "reconversion". Dans le contexte actuel de récession, les "micro-entreprises" présentées comme la solution du problème n'ont que peu de chance de survivre, à l'heure où la petite industrie est en faillite, où l'hyperinflation n'est pas contrôlée et où la crise a réduit considérablement le pouvoir d'achat. "Personne ne peut monter aujourd'hui une petite entreprise avec 1 200 dollars (...) On enlève 15 000 clients potentiels et on rajoute 15 000 petites entreprises qui vont faire concurrence à celles qui existent déjà. Ça ne peut qu'aboutir à la faillite de tout le monde" explique Freddy Cruz, un des dirigeants du FNT.

Quant à l'idée du gouvernement selon laquelle l'entreprise privée pourra absorber une partie des licenciés, la prudence s'est imposée. La Chambre d'industrie, affiliée au Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), estime que c'est possible à condition que le gouvernement mette fin à la contrebande et accorde des financements. L'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) souligne de son côté que l'agriculture ne peut pas absorber des gens qui n'y connaissent rien. La Chambre de la Construction pourrait employer au maximum 500 personnes.

Face à un gouvernement qui campe sur ses positions, les organisations sandinistes continuent à insister sur la nécessité de relancer par des financements l'activité du secteur productif, ce qui garantit la création d'emplois, et de réduire l'appareil d'Etat au fur et à mesure que les emplois sont créés. Elles demandent d'augmenter le budget de la Santé et de l'Education et d'élever les impôts des plus riches. La fixation d'un salaire minimum décent, qui pourrait aider à la réactivation de l'économie, complète ce plan d'urgence.

SOMMAIRE

L'option de la violence

Evangéliquement insurgé

S.O.S. pour "La Primerísima"

Enlace : un outil pour les paysans

Pastora en quête d'avenir

L'anarchie dans les villes

Les gamins de Managua

Monsieur le Ministre



40 P 11681

Le FNT a entrepris des consultations avec les syndicats des différentes branches et devrait annoncer à la fin de ce week-end s'il participera mardi à la reprise des travaux. De leur côté, les syndicats pro-gouvernementaux du Conseil permanent des travailleurs (CAUS, CUS, SCAAS et CGTi) ont accepté le "plan de reconversion", arguant que de deux maux, il faut choisir le moindre.

ACCORD, DESACCORD

Tandis qu'au sein d'une des commissions de la concertation, la commission "confiance et sécurité", le COSEP provoquait des remous en exigeant des réformes à la constitution -réforme de la police, du pouvoir judiciaire et annulation des conventions collectives-, l'Assemblée nationale, seule compétente pour réviser la constitution, publiait une déclaration qui va dans le sens du consensus. Après avoir affirmé la nécessité d'obtenir un accord sur les ajustements économiques pour garantir leur réussite, elle appelle au respect de l'autorité du gouvernement mais également de la légitimité de l'opposition "dont la représentativité doit être prise en compte" au moment des décisions. Par ailleurs, elle estime que la recherche d'une plus grande efficacité économique ne doit pas signifier le rétablissement du somozisme. Elle se prononce pour le respect des propriétés distribuées avant le 25 février 1990 et, dans le cas de restitution, pour le respect du droit des travailleurs à avoir accès à la propriété. Elle demande aux organismes financiers internationaux et "aux pays ayant des liens ou des intérêts dans la région" de reconnaître la spécificité du cas du Nicaragua et d'assouplir les plans de stabilisation traditionnellement appliqués.

L'OPTION DE LA VIOLENCE

Managua, 12 octobre (ANN). A peine les armes se sont-elles tuées à Waslala qu'un nouveau conflit a éclaté dans la région, attisé par le délégué du ministère de l'Intérieur, Jaime Cuadra, qui a fait de nouveau la preuve que son option n'était pas la recherche de solutions pacifiques au conflit de la terre.

Le 5 octobre, l'armée et la police ont repris le contrôle de Waslala, restée aux mains des contras toute la semaine. Après le désarmement des civils, la localité a recommencé à vivre à peu près normalement, malgré la tension. Mais le 8 octobre Jaime Cuadra donnait l'ordre à la police d'expulser les travailleurs agricoles de l'hacienda Santa Brigida, à quelques kilomètres de San Ramón. Occupée depuis plus d'un mois par les travailleurs qui réclament une augmentation de salaire, cette hacienda appartient à un ami de J. Cuadra, militant de l'UNO. A l'ordre d'évacuation, les travailleurs ont répondu en mettant le feu à la maison du propriétaire terrien et à un véhicule de la police. L'affrontement a fait deux morts, un paysan et un policier, et sept blessés. Les or-

ganisations syndicales et paysannes de la région ont manifesté à Matagalpa, exigeant la destitution de J. Cuadra et l'expulsion des contras qui occupent des terres.

Par contre, un accord, espérons-le durable, a été trouvé entre contras et paysans dans la région de Rio Blanco, Muy Muy et Matiguas pour donner des terres à 500 démobilisés qui occupent des exploitations d'Etat. L'ancien chef contra Nelson a déclaré appuyer les paysans dans leur lutte contre la restitution des terres aux propriétaires somozistes. Le dirigeant de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), Daniel Nuñez, estime qu'il y a volonté mutuelle d'en finir avec la guerre et que la violence naît des provocations de certains secteurs de la droite qui poussent à l'affrontement. Le leader de la contra, Franklin, voit dans la coordination entre les différents secteurs un pas vers la solution. Il a déclaré qu'il considérait les occupations "illégalles et incorrectes", mais n'a pas appelé à libérer les terres envahies.

La région centrale, de Matagalpa jusqu'à El Almendro, est celle qui connaît la plus grande concentration de problèmes. Environ les trois quarts des contras démobilisés s'y sont regroupés et beaucoup demeurent armés. Les pôles de développement et les 550 000 hectares de terres promis par le gouvernement se font attendre. Au cours des dernières semaines, plusieurs conflits attisés par des représentants du gouvernement se sont terminés dans le sang. A Quilalí, San Juan de Rio Coco, Boaco, Nueva Guinea, la violence peut éclater d'un jour à l'autre.

EVANGELIQUEMENT INSURGE

Par Sergio Ferrari

Managua, 11 octobre (ANN). Après les événements violents survenus début octobre à Waslala où la contra s'est lancée à l'assaut de la ville, a saccagé l'église, séquestré la police et terrorisé la population obligée de s'enfuir, le père Miguel d'Escoto, ancien ministre des Relations extérieures, et le père Gervasoni, membre de l'équipe paroissiale de Waslala, commentent le climat politique à l'heure de la "concertation".

"Beaucoup de gens ne comprennent pas ce que signifient cette concertation, qu'ils considèrent comme un show, une grande farce. Pourquoi, se demandent-ils, alors qu'on parle de se concerter, est-on incapable d'éviter des événements comme ceux de Waslala, qui laissent une dizaine de morts parce que la contra est encore en partie armée?", commente M. d'Escoto.

Le père Gervasoni témoigne de la démoralisation des paysans des coopératives à Waslala : "Tous ont travaillé dur pendant dix ans; ils se sont affrontés à la contra en première ligne. Et aujourd'hui, désarmés, sans crédits pour semer, ils perdent leurs terres, leurs biens, leur bé-

tail, ils se retrouvent plus pauvres que jamais". "

"Ce pays vit une situation schizophrénique, ajoute M. d'Escoto. Pendant que les autorités promettent de céder terres, de mettre fin aux licenciements, d'ouvrir le dialogue, les faits quotidiens viennent par dizaine les contredire. Jusqu'à quel point y a-t-il responsabilité du FSLN? Les gens de Waslala et d'ailleurs protestent lorsque le Front leur demande d'être patients, de ne pas faire usage de la force. Mais le FSLN a toujours préféré la solution pacifique. Lorsque nous allions à Contadora chercher comment en finir avec la guerre, lorsque nous interpellions le Honduras par une simple lettre alors qu'il violait le droit international en prêtant son territoire à la contra, beaucoup déjà se mettaient en colère contre nous. Nous avons toujours essayé, et nous continuons, de faire prévaloir la raison, d'éviter le sang. Tout le monde a pu voir qui voulait la guerre et qui la paix. Le responsable, c'est l'impérialisme, lui qui a fabriqué l'actuel gouvernement et qui continue à démontrer son insensibilité de toujours aux souffrances de notre peuple. Mais il ne faut pas oublier que si ce gouvernement est fils de l'impérialisme, notre peuple est fils de Sandino, il est évangéliquement combatif et il sera évangéliquement insurgé jusqu'à ce que cesse tout type d'agression".

S.O.S POUR LA PRIMERISIMA

Managua, 9 octobre (ANN). La radio "La Primerísima", dont les émetteurs ont été détruits il y a quelques jours par un attentat non revendiqué se voit maintenant menacée de mort définitive. En effet, le gouvernement lui retirera sa fréquence si dans six mois elle n'est pas en condition d'émettre de nouveau. C'est la loi... Les dommages sont évalués à 140 000 dollars. De multiples actions de solidarité se mettent en place, mais le temps presse. Par ailleurs, ses 39 employés sont au chômage forcé et ce sont autant de famille privées de revenus.

La Primerísima ne reste pas seule dans l'adversité : plusieurs autres radios sandinistes vont retransmettre ses émissions les plus écoutées, en particulier les journaux du matin et du soir animés par son directeur William Grigsby. Une kermesse de solidarité va avoir lieu à Managua et une grande collecte est ouverte.

Pour la liberté d'expression, contre ces méthodes trop connues, la solidarité européenne doit aussi se mobiliser.

ENLACE : UN OUTIL POUR LES PAYSANS

Managua, 6 septembre (ANN). Une de ces revues nous plaît particulièrement. C'est ENLACE ("Lien"), un mensuel qui aborde les aspects quotidiens de la vie paysanne. L'ANN a visité ses locaux et discuté avec son équipe.

Au départ, en 1989, cinq personnes venant d'horizons divers (agronomie, enseignement pour adultes...) mais ayant en commun une expérience du milieu rural et un intérêt pour les technologies populaires, décident de concevoir un instrument de communication au service d'un secteur traditionnellement exclu du monde de la lecture et de l'écrit : les paysans, le plus souvent isolés et privés de contacts. "Enlace, c'est 80 pages blanches, à remplir par les usagers; nous voulons que les gens fassent connaître ce qu'ils font et apprennent des autres", explique un membre de la rédaction.

Les initiateurs du projet, trois nicaraguayens, un allemand et un français, ont sillonné les régions du pays pour prendre contact avec ceux qui deviendront leurs relais locaux : ceux qui signalent à l'équipe de Managua les expériences locales intéressantes pour qu'un photographe et un rédacteur se déplacent, qui assurent la promotion dans les communautés de leur région et informent la rédaction de l'accueil et des critiques que reçoit chaque numéro d'*Enlace*.

La ligne éditoriale est de coller à la réalité paysanne, de privilégier les expériences collectives, de défendre une agriculture et des technologies respectueuses de l'équilibre écologique et d'avancer une vision non misogyne auprès d'un public fortement marqué par une division sexiste du travail. L'équipe est sandiniste (l'Association des travailleurs agricoles, ATC, et l'Union des agriculteurs et éleveurs, UNAG, font partie du conseil éditorial) mais préfère un contenu qui ne soit pas marqué par un langage politique classique et qui puisse intéresser de vastes secteurs de la paysannerie. Un des membres de l'équipe signale que le dernier numéro, qui comportait une bande dessinée sur la vie de Sandino a été refusé par certains points de vente. "Il y a plusieurs manières de faire de la politique", conclut-il en ajoutant qu'il ne faudra pas reproduire l'erreur.

Le public auquel s'adresse *Enlace* a généralement de bas revenus et se caractérise par un faible niveau scolaire ou une alphabétisation récente. "Quand un produit est destiné aux pauvres, d'habitude, il est moche. Mais nous, nous avons voulu faire une revue belle et bon marché". Et c'est réussi. Le prix est à peine supérieur à celui d'un quotidien; les photos, d'une qualité remarquable, occupent la moitié de l'espace et sont habilement intégrées aux textes, écrits en gros caractères pour en faciliter la lecture. Le langage est simple et même familier, c'est celui des paysans; la mise en page, extrêmement soignée et originale. Distribués dans 250 points de vente (kiosques, épicerie de village, coopératives des organisations paysannes), les premiers numéros d'*Enlace* ont déjà beaucoup circulé et été utilisés comme matériel d'étude par des groupes de paysans qui s'en font promoteurs. Des 20 000 exemplaires tirés, environ 65 % ont été diffusés.

Aidée à ses débuts par des ONG étrangères, l'équipe d'*Enlace* vise à l'auto-financement en proposant des ser-

vices d'édition et d'impression et en intégrant quelques publicités, mais soigneusement choisies et élaborées par le journal et dans son style.

Si *Enlace* vous intéresse, demandez un numéro gratuit et si vous voulez l'aider, adressez-vous à son équipe, qui travaille en grande partie avec du matériel personnel (photographie, reprographie, véhicules...) et mérite un soutien.

ENLACE : Apartado A-132, Managua.
Abonnement de soutien 80 dollars.

PASTORA EN QUETE D'AVENIR

Managua, 10 octobre (ANN/El Semanario). L'ancien sandiniste et anti-sandiniste Edén Pastora prépare son retour au Nicaragua. Celui qui fut le fameux "Commandant Zéro" de la prise du Palais national par le FSLN en 1978 s'est établi à Costa Rica en 1981, au moment où il choisit de passer à la contra et de créer Alliance Révolutionnaire Démocratique (ARDE). Sa bonne étoile semble l'avoir abandonné quand plus tard les Etats-Unis lui coupent les fonds devant son refus de se joindre à l'autre armée contre-révolutionnaire, la Force démocratique nicaraguayenne (FDN). Recourant à l'amnistie, il revient au Nicaragua pour la campagne électorale, après avoir fait alliance avec le Parti social-chrétien d'Erick Ramírez. Aujourd'hui, il ne peut plus prétendre à un retour triomphal. L'hebdomadaire *El Semanario* lui a demandé comment il voyait son avenir.

SI LE FRONT CHANGEAIT...

El Semanario : Pourriez-vous revenir au FSLN?

EP : J'ai toujours dit que si le Front revenait à ses positions d'origine, vraiment sandinistes et non marxiste-léninistes, s'il renonçait à sa ligne totalitaire, à la Ceausescu ou à la Honecker, s'il revenait à une politique nationale de liberté et de démocratie, je le soutiendrais. Mais cela me sera impossible s'il n'a pas confiance en moi et continue à me calomnier comme il l'a fait quand il était au pouvoir.

ES : Pensez-vous fonder un autre parti?

EP : Si c'est nécessaire, pour fonder un parti véritablement du centre, pour sortir de la polarisation, nous restructurerons ARDE sur des positions civiques.

ES : Comment voyez-vous la situation politique actuelle?

EP : L'avenir est difficile et incertain. Il y a plusieurs tendances au sein du gouvernement: l'extrême-droite, les modérés, des hommes de gauche. C'est un des gouvernements les plus légitimes de toute l'Amérique latine, mais

il a une terrible faiblesse : il n'a pas de parti. Parfois, je me dis que c'est un gouvernement familial. Le népotisme a commencé à se manifester et il faut l'arrêter à temps. Je me rends compte que la force, c'est le FSLN qui l'a. Il faut voir comment ça peut se combiner, car, malgré toutes les erreurs qu'il a commises et que j'ai combattues, le Front a eu quand même 480 000 voix et 38 députés. Il faut aussi défendre la dignité acquise par les paysans et les ouvriers. Il faut rendre des centaines de propriétés confisquées, mais il faut également consolider les entreprises nationalisées qui l'ont été légitimement.

ES : Est-il possible de défendre ces conquêtes avec le gouvernement actuel?

EP : C'est possible avec une opposition comme celle que peut faire le FSLN, s'il change de politique et s'il se démocratise. Mais ça me paraît difficile qu'il puisse se transformer, car pour se démocratiser, il doit changer ses dirigeants; et s'il renouvelle sa direction, il meurt. Mais s'il ne la renouvelle pas, il meurt aussi.

LA STRATEGIE DU PYTHON

ES : Pensez-vous que les Etats-Unis veuillent rayer le FSLN de la carte?

EP : L'erreur fondamentale de la Direction nationale est d'avoir cru que la défense de la Révolution était militaire. Je persiste à croire qu'elle était politique. L'autre grande erreur a été d'adopter des formules marxistes et non sandinistes. Il me semble que les dirigeants ont adopté le marxisme comme solution pour asseoir leur pouvoir et non pour faire régner la justice sociale. Aujourd'hui, les Etats-Unis ont une stratégie que j'appelle celle du python. Ils ne vont jamais pardonner au Front les dix ans qui viennent de s'écouler et ils vont s'appuyer sur l'UNO pour l'éliminer de la scène politique; ils savent en effet que le FSLN est la seule avant-garde de la Révolution puisqu'eux-mêmes n'ont pas permis la naissance d'autres forces, comme la nôtre, qui puissent occuper cet espace.

ES : Avec lequel des neuf commandants de la Direction nationale vous êtes-vous le mieux entendu?

EP : Je m'entendais bien avec les terceristes. Je suis *terce* et je crois que la pratique des terceristes, dont la thèse est l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie, le pluralisme et l'économie mixte, assurait l'avenir de la Révolution. Mais quand nous avons pris le pouvoir, nous avons cessé d'être terceristes et nous sommes devenus GPP (Guerre populaire prolongée, la tendance dont le leader est Tomás Borge). C'était une erreur mortelle. Aujourd'hui, certains veulent revenir aux positions terceristes, mais à mon avis il est dangereux de le faire en étant sur la défensive. Ceux avec lesquels je me suis le mieux entendu sont Daniel et Humberto Ortega et Víctor Tirado, qui malheureusement se sont laissés entraîner par les

masses radicalisées par la guerre, la faim et l'exploitation séculaire. Tomás Borge semble maintenant le plus modéré; il est intelligent, il a du charisme, mais il a été à la tête des plus radicaux. Henry Ruiz fait équipe avec Tomás. Je connais peu Bayardo Arce; on dit que pour le punir on l'a chargé des finances du FSLN, responsabilité qui n'a rien à voir avec la politique.

L'ANARCHIE DANS LES VILLES

Managua, 9 septembre (ANN/El Nuevo diario). Le Nicaragua, malgré son économie éminemment rurale, a connu une urbanisation accélérée. Près de 70 % de sa population vit en ville, contre 35 % en 1950. Cette situation s'apparente globalement à la tendance latino-américaine, tout en présentant quelques traits spécifiques. Les déplacements de population liés à la guerre sont venus grossir l'exode rural classique. Le gouvernement sandiniste a eu la volonté d'apporter une véritable réponse au problème urbain et d'y associer les principaux concernés : les habitants. Mais cette volonté s'est heurtée à l'économie de guerre et l'urbanisation anarchique l'emporte aujourd'hui.

La plupart des pays latino-américains ont connu au cours des trente dernières années une concentration incontrôlée de leur population dans des mégalo-poles qui présentent d'impressionnants contrastes entre des quartiers bourgeois luxueusement équipés et de vastes ceintures de misère qui s'étendent chaque jour davantage. A cette urbanisation rapide ne correspondent en général aucune croissance parallèle de l'économie urbaine et donc aucune réponse en matière de construction, habilitation et services. Les populations qui viennent s'entasser dans les villes sont confrontées à la même pénurie en équipements qu'elles connaissaient en zone rurale, aggravée par le déracinement et le chômage.

Au Nicaragua, à la croissance urbaine s'ajoute une répartition déséquilibrée de la population avec une importante concentration dans la zone pacifique, qui occupe 15 % du territoire et abrite 62 % des habitants du pays. La région centrale est restée rurale 58 % et dans la région atlantique, qui couvre près de la moitié du territoire, on ne recense que 5 % de la population, à 54 % urbaine. La frange pacifique concentre la plupart des grandes villes : Managua, où vit près d'un tiers de la population, et huit des onze villes principales du pays.

LA GUERRE ET LES MIGRATIONS RURALES

La guerre a entraîné un fort exode rural, mais les déplacements se sont effectués plutôt vers les villes secondaires qui, dans les principales zones de conflit, ont enregistré une croissance dépassant parfois 20 %. Ce phénomène s'est traduit par une forte pression sur les rares équipements sociaux et l'emploi. La politique du gouvernement

sandiniste a été alors de favoriser une "urbanisation des campagnes" pour éviter l'engorgement des villes. A l'habitat rural dispersé qui prédominait avant la guerre a fait place un réseau de nouveaux *asentamientos* (villages de regroupement) construits autour des coopératives, principalement dans le centre du pays. Plus de 300 de ces *asentamientos* sont nés en dix ans, la plupart équipés d'écoles, postes de santé, crèches, eau potable et électricité, services auxquels n'avaient pas accès leurs habitants auparavant.

UN DEBUT DE REFORME URBAINE

En 1979, le Nicaragua se caractérisait, comme la plupart des pays d'Amérique latine, par une capitale disproportionnée concentrant tous les éléments d'une société sous-développée et injuste dans ses structures sociales. Une injustice facilement lisible dans la division de l'espace telle que la présentait le Managua de l'époque:

- une banlieue occupée par les classes possédantes qui bénéficiaient du meilleur climat, de la meilleure infrastructure, des constructions les plus luxueuses et de terrains spacieux
- la ville intra-muros, où vivaient les classes moyennes, offrant également de bons terrains qui permettaient à leurs propriétaires, les habitants de la banlieue, de réaliser des ventes fructueuses sans gros investissements; cette zone bénéficiait d'une faible infrastructure, en grande partie détruite par le tremblement de terre de 1972
- les rives du lac, au nord de la ville, pour la population pauvre; cette zone était constamment exposée aux inondations et privée des équipements les plus élémentaires.

Une des premières tâches du gouvernement révolutionnaire était de réorganiser l'utilisation de la terre, conçue comme un bien social. La nouvelle gestion urbaine a visé à la stabilisation de la population par l'attribution de lots de terrains et l'installation des services de base. Au cours des années 80, 186 quartiers ont ainsi été réhabilités à Managua. Au cours des années 80-84, le développement urbain connaît sa phase d'expansion, avec une importante activité de construction et d'équipement. Les habitants y sont associés à travers diverses instances municipales et de quartiers et les chantiers sont souvent pris en charge conjointement par la municipalité et la communauté. 125 nouveaux quartiers sont construits sur de bons terrains auxquels la population pauvre a enfin accès.

Mais ce processus connaît très vite des faiblesses, surtout dans la capitale, face à la pression de la demande due à l'accumulation des besoins non satisfaits et à la croissance démographique. La guerre et l'absence de ressources pour mener à terme les projets impulsés viennent briser l'élan de la jeune réforme urbaine. En même temps que la population chassée par la guerre se déplace partiellement vers les villes, les ressources matérielles et humaines sont déplacées, elles, vers les zones de conflit,

laissant les villes dans un relatif abandon.

Dans la période 85-89, l'Etat perd de sa capacité financière et se voit obligé d'abandonner le développement urbain, en particulier en matière d'assistance technique et de fourniture de matériaux. De nombreux programmes de construction sont suspendus et les occupations de terrains se multiplient. Les habitants deviennent par nécessité les acteurs principaux de la transformation des villes; les pouvoirs publics limitent leur intervention au minimum, avec comme résultat un accroissement de l'anarchie dans le tissu urbain.

Aujourd'hui, les différents secteurs sociaux concernés doivent se prononcer sur la suite à donner à la réforme urbaine lancée dans les années 80, durant lesquelles plus de 55 000 familles ont bénéficié des programmes de construction et de réhabilitation. La population de Managua a déjà manifesté sa volonté de défendre l'espace conquis face à une municipalité avide de récupérer les terrains et les maisons attribués. Avec la fin de la guerre, elle est en droit d'exiger que se poursuivent les programmes d'amélioration de son cadre de vie.

LES GAMINS DE MANAGUA

Managua, 10 octobre (ANN/Gente/El Nuevo Diario). "Ce que je ressens quand je sniffe? Je vois des singes qui font du trapèze, des chats sur des patins à roulettes, des chiens à bicyclette, des cafards qui jouent au base-ball, des souris en miel, des mouches en conserve...Si je vole? Bien sûr que je vole, puisque je ne travaille pas!". Les enfants groupés autour du caïd de la bande rient quand il décrit les effets de la colle. Tous se mettent à raconter leurs hallucinations, à grand renfort d'imagination. Ils s'appellent entre eux "les Buffalos", ils ont entre 5 et 15 ans et vivent dans la rue, aux abords du marché Huembes. Un autre groupe tient ses quartiers au marché Oriental. Ces bandes ont leurs codes, leur argot, leurs caïds. La plupart volent pour manger et acheter la colle. Les enfants de la rue sont maintenant environ 1 500 à Managua.

En 1988, l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale et de bien-être (INSSBI) a enquêté sur ces enfants et a mis en place des programmes d'aide, avec le soutien financier d'une ONG norvégienne. Des éducateurs de rue ont installé leurs locaux à proximité des marchés principaux. Deux groupes parmi les gamins : ceux qui maintiennent un lien avec leur famille et ceux qui sont abandonnés et dorment dans la rue. Pour la plupart, ils ont fait très jeunes l'expérience du rejet familial et des mauvais traitements, dont ils portent les traces, et n'ont eu accès à aucun type d'éducation.

"La réintégration sociale ne pourrait être que le résultat d'une prise en charge conjointe de l'Etat, des éducateurs

et des groupes sociaux qui ont affaire à ces enfants", affirme Rebeca Zamora, la responsable du projet. Selon les éducateurs, leur action a reçu au début un bon accueil de la part des commerçants des marchés, qui pensaient que le problème allait trouver une solution rapide; certains se sont même intégrés aux programmes éducatifs, prenant en charge un ou deux enfants auxquels ils confiaient de petits travaux et à qui ils donnaient à manger pour éviter qu'ils ne volent. Ils ont essayé de convaincre les cordonniers de ne pas vendre leur colle, mais la plupart ont continué à le faire. "Nous avons réussi à toucher un bon nombre d'enfants, dit Dorita Teyes, une marchande de légumes du marché Oriental qui s'est engagée dès 1988 aux côtés des éducateurs de rue. Je connais une trentaine d'enfants qui sont revenus dans leur famille; parmi les autres, beaucoup tombent dans la délinquance quand ils grandissent".

La délinquance, ils en font l'apprentissage ds le plus jeune âge : organisés en bandes, ils sont experts à tirer portefeuilles, montres, lunettes de soleil et bijoux. Certains jouent déjà du couteau. Les éducateurs accusent les receleurs, également organisés, qui rachètent les objets volés pour aller les revendre au marché Oriental. L'argent ainsi gagné par les enfants est investi tout de suite dans la colle et c'est l'évasion. Ils s'installent en groupe, chacun équipé de son petit sac de plastique. Une ration dure environ une demi-heure et coûte moins cher qu'un plat de nourriture.

Ces gamins tombent souvent aux mains de la police. Deux éducateurs qui travaillent sur le marché Huembes se plaignent de la dégradation des relations avec les policiers : "Les choses ont changé. Aujourd'hui, il arrive que la police frappe les gamins ou les jette en prison, alors que la loi l'interdit". Le commissaire de police responsable du secteur du marché Oriental répond : "Nous devons recourir à la force et cela ne justifie pas l'usage de la violence. Mais faute d'une réponse institutionnelle pour affronter la situation, il y a des problèmes". Selon la constitution, les mineurs ne peuvent pas être objets de jugement ni emprisonnés; les jeunes délinquants doivent être pris en charge par des centres spécialisés. "Une loi viendra régler cette question", annonce la constitution. Mais ces centres n'ont jamais vu le jour, faute de moyens, et la seule loi qui concerne les mineurs est celle qui a trait à leur protection. Le commissaire insiste sur les dangers liés à l'usage de la colle et ses effets sur le comportement : "Certains perdent tout contrôle et deviennent violents, surexcités par leur sniff; dans ces cas-là, on les garde au poste jusqu'à ce que l'effet soit passé".

L'appui gouvernemental apporté initialement au projet de réinsertion vient de diminuer. De plus, le gouvernement cherche à récupérer un terrain qui avait été donné par l'administration précédente pour y construire des ateliers et y installer un terrain de sport. Malgré le manque de moyens, l'équipe d'éducateurs maintient son objectif : ramener vers leur famille le maximum d'enfants et

suivre leur développement et leur formation dans leur milieu d'origine. Mais avec la crise économique, le nombre d'enfants abandonnés augmente rapidement. Beaucoup d'entre eux deviendront des *Buffalos*, ils voleront, snifferont, dormiront là où la nuit les surprend, seront victimes des maladies et des agressions sexuelles. Leur bataille maladroite pour survivre les conduira probablement à la prison ou à la mort. "La où je voyage, tu peux pas y aller" dit un gamin, son sachet de colle la main. Mais pour beaucoup, le voyage se termine vite.

MONSIEUR LE MINISTRE

Augusto Zamora

Managua, octobre (ANN/Gente). S'il s'était appelé Eudocles Tranca, il aurait pu être Ministre du Travail ou maire de Managua, mais non Ministre des Relations extérieures. Son nom est élégant: Enrique (Henry) Dreyfus, il n'est pas nicaraguayen et la logique simpliste de la présidente le relia immédiatement aux affaires étrangères. C'est ainsi que, sur mandat présidentiel et par la grâce de son patronyme, il abandonna son métier de "chemisier" (*) et se mit à vendre de la politique. De la douce rance, il apporta plus que son nom et son passeport: l'amour de la mode. C'était un vrai modèle. Personne ne savait de quoi, mais bon, "c'est la vie" (*).

Sa première décision de caractère international fut d'interdire la mini-jupe. Son amour pour la mode l'entraîna à appliquer les schémas de ce petit monde frivole et écervelé de la haute politique internationale. "Les relations entre les Etats -disait-il- sont comme un défilé de mode; on choisit le modèle qui convient le mieux à son corps".

La présidente s'émut d'une pensée si profonde; elle le nomma "Ministre des Relations extérieures et de la Mode". Encouragé par cette marque de reconnaissance, il décida d'organiser un défilé à l'hôtel Intercontinental, sur le thème dernier cri en politique extérieure, la crise du Moyen Orient, et plus précisément sur "L'importance du pétrole dans la mode française et ses répercussions sur les défilés hippiques de Granada".

Il provoqua des murmures d'admiration quand il reçut le président d'un pays d'Europe de l'est (Vaclav Havel, NDT). Sa chemise, modèle "Prise de possession", ouverte jusqu'au nombril et laissant échapper des poils blancs, suscita l'admiration de son invité, dont l'ouverture démocratique ne lui permettait pas encore d'accéder à la mode française.

Il fit un apport à la politique internationale avec un jeu de son invention appelé "La chasse au diplomate". Les règles en étaient les suivantes: on nomme un diplomate nicaraguayen au Japon, les Etats-Unis l'accusent d'un

crime, le Nicaragua le met sur le gril et un ninja japonais le mange. Ce qu'il laisse revient aux Etats-Unis et les os à la famille. Comme ce jeu ne devint pas populaire, il renonça à son copyright et en inventa un autre, profitant de sa position - qui ne serait pas éternelle, comme il le confessait à ses intimes.

Ce nouveau jeu s'appelait "Vous tuez, j'entérine et le mort paye". Il profita de ce que le gouvernement antérieur (aux mains de communistes mal habillés qui ne savaient même pas dire "oui" (*)) avait laissé un jugement à la cour d'une ville appelée La Haye. C'est Harry (Harry Shlaudeman, ambassadeur des Etats-Unis à Managua, NDT), son bon ami des Etats-Unis, qui lui en souffla l'idée. On y jouait ainsi: Harry achète des balles, car il a envahi un pays et en tue les habitants. Ensuite Henry devient ministre et décide que les morts devront rembourser à Harry l'argent dépensé en balles, car Harry, "mon cher frère Harry" (*), souhaite seulement être l'ami de tous. Comme ce jeu n'eut pas plus d'écho que le précédent, il passa à autre chose.

Chrétien pratiquant et portant croix autour du cou, il fit la preuve de sa frénésie rédemptrice. C'est ainsi qu'il nomma ambassadeur auprès du Vatican un pauvre pêcheur qui, quelques années auparavant, avait détourné quelques milliers de dollars -700 000 environ- des caisses de l'état, pour voir si au milieu de tant de curés il allait se repentir et les rendre, ou du moins les donner pour construire la nouvelle cathédrale.

Son incursion dans la politique n'aura pas été vaine. Aujourd'hui, il se consacre à la bonne organisation du protocole, afin que les ambassadeurs ne présentent plus leurs lettres de créances dans un salon ennuyeux mais au cours d'un défilé fermé où ils devront montrer la dernière mode de leurs pays respectifs. De cette façon, le Nicaragua connaîtra le dernier cri et lui, bien qu'il ne fasse en politique extérieure rien qui mérite d'être mentionné, fera la preuve qu'il est le meilleur, l'unique et le plus grand "Ministre des Relations extérieures et de la Mode" (*) qu'ait jamais eu le pays.

* en français dans le texte

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
Téléphone: (41) 01/382'04'66. Téléc: (45) 817'585'158 com ch.

Au Nicaragua: ANN-Latino. Apartado 33, Zona 5, Managua.
Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédérique Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142: pour comités
de solidarité: FF 900 / CHF 265: pour institutions: FF 1'286 /
CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21.

EN BREF

ENCORE LE MED. Le ministère de l'Éducation vient d'envoyer une circulaire signée du ministre Sofonías Cisneros dans laquelle il demande aux directeurs d'écoles et de lycées de l'informer par écrit de "tous les cas de rébellion, sédition et émeutes" se déroulant dans leurs établissements "en les désignant selon la classification du code pénal". Copie devra être envoyée au délégué municipal du ministère de l'Intérieur. Une telle orientation est sans précédent dans les annales du ministère. Et pourtant le pays a connu 40 ans de dictature.

LA DEMOCRATIE est enfin rétablie. Les députés de l'UNO ont voté un article du statut des enseignants précisant qu'ils pourront être consultés sur certaines politiques d'éducation. Avant, ils étaient automatiquement associés aux décisions et le FSLN avait proposé un amendement qui perpétue cette situation.

DEMISSION. Le directeur de l'information et de la presse de la présidence, Danilo Lacayo, a confirmé la rumeur selon laquelle Violeta Chamorro a demandé la démission du "cabinet économique" de son gouvernement. L'explication en est que "peut-être certains ministres ne seront pas d'accord" avec les mesures qui devront être prises du fait de la concertation. Certains hommes politiques pensent que cette confirmation est une manoeuvre destinée à peser sur la concertation.

BORDEN. L'usine chimique Borden qui fait partie des 16 entreprises nationalisées rendues récemment à leurs anciens propriétaires, est le centre d'un scandale. En 1983, le gouvernement sandiniste avait procédé à une in-

tervention, premier pas vers la confiscation. En effet, les propriétaires étaient en train de la décapitaliser: impôts impayés depuis 1979 et emprunt non remboursé à diverses banques nationalisées -on parle de 420 000 dollars pour la première et de 500 000 dollars pour le second- et fuite des capitaux à l'étranger. Aujourd'hui, sur ordre d'un tribunal, elle est rendue à quatre de ses anciens actionnaires qui ont présenté seulement 10 % des actions. Un autre actionnaire, A. Siles (proche d'Alfredo César), a dénoncé dans *Barricada* des irrégularités dans la restitution et l'implication de hauts fonctionnaires, dont le responsable des entreprises nationalisées Erwin Krugger et le Procureur général Duilio Baltodano; mais il s'est rétracté le lendemain alléguant un simple différend avec les autres actionnaires. Le moins que l'on puisse souligner, c'est le manque de transparence dans la restitution et l'injustice que représente le fait de rendre en bon état à ses propriétaires une entreprise qu'eux-mêmes ont pillée avant de partir. Le cas de la Borden n'est pas exceptionnel.

EXPULSION. Malgré les protestations des comités de solidarité, d'ONG et de la Commission des droits de l'homme, les deux allemands arrêtés après avoir manifesté pacifiquement contre la réunification de l'Allemagne (voir bulletin 220) ont dix jours pour quitter le pays. C'est encore une victoire de la démocratie et des droits de l'homme.

ALEMAN REMPLIT SES CAISSES. Le maire somoziste de Managua, qui aime à donner de grandes fêtes et acheter des voitures, vient de faire voter par les conseillers municipaux de l'UNO des nouveaux impôts: 2,5 % sur la facture d'eau, 4 % sur celle d'électricité, 10 % sur celle du téléphone, et taxes pour tous ceux qui font du commerce, même sporadiquement et même si c'est pour vendre des glaçons.

LE TIME A LA LANGUE TROP BIEN PENDUE. Dans sa dernière édition, il avait expliqué que le Nicaragua ne recevrait pas l'aide promise tant qu'il n'aurait pas renoncé à faire appliquer le jugement de La Haye. Heureusement, le vice-ministre des Relations extérieures Noel Vidaura a affirmé que c'était faux.

ON FETE LE MASSACRE. Cette année, le gouvernement recommencera à célébrer le "jour de la Race", le 12 octobre, date de la découverte de l'Amérique par les espagnols. Le ministère de l'Éducation nationale a accordé un jour de congé aux élèves et aux travailleurs pour leur permettre d'assister aux activités organisées à la gloire de la colonisation. Les consignes données par le ministre Sofonías Cisneros incitent les jeunes à "exalter la prouesse héroïque des hommes qui se sont lancés dans cette aventure", entendez celle du massacre des indiens et du pillage du continent.

